



La note sociale EPSY

N° 74 – Mai 2014

*La lente désagrégation
des syndicats*

Le lent éloignement...

La situation sociale devient de plus en plus paradoxale. D'une part, les analyses préfectorales montrent **un scepticisme des salariés de plus en plus important** à l'égard du Gouvernement, des institutions, mais aussi des entreprises. Scepticisme qui se double d'une **montée importante des attentes sur le pouvoir d'achat, attisée par la poursuite de la politique de rigueur.**

Mais, ces fortes attentes ne se traduisent pas en manifestations, hormis ce qui se passe en Bretagne... Certains ont émis l'idée que les élections servaient de défouloir à tous les mécontentements. C'est une analyse sociale à bon compte car les votes contestataires concernent tout l'échiquier politique et aux extrêmes se cristallisent désormais des votes d'adhésion.

On aurait pu croire que cette situation serait profitable aux syndicats. Or, il n'en est rien. Ceux-ci sont confrontés à une désaffection croissante et à une dégradation continue de leur image.

La face émergée, c'est le spectacle donné le 1^{er} mai dernier où chacun défila dans son coin sur des revendications différentes devant des cortèges anémiques.

La réalité est autrement plus inquiétante...

L'engagement de la CGT lors des élections présidentielles aux côtés du candidat F. Hollande "*n'a pas été payé de retour*". L'absence de gain significatif a affaibli une direction bien peu charismatique en délicatesse avec des fédérations à la recherche d'une plus grande autonomie. Cette organisation, qui prend de plus en plus des postures politiques d'opposition, paie cet affaiblissement par la décomplexion de certains de ses militants qui n'hésitent plus à s'afficher avec les extrêmes d'en face, d'autant que la classe ouvrière vote aujourd'hui en majorité FN.



A Force Ouvrière, la stratégie de Jean-Claude Mailly lui permet de sauver les meubles par un retour sur les bastions traditionnels de la Fonction Publique. Toutefois les rapprochements avec la CGT sont de plus en plus fréquents, ce qui lui donne un nouvel horizon. A défaut de pouvoir gagner des parts de marché syndical dans le privé, elle peut espérer en acquérir par OPA¹ sur la CGT et reconstruire la veille CGT (socialiste) d'avant la scission de 1947.

La CFTC et la CGC ont quasiment disparu des écrans tout comme leurs responsables dont les noms sont inconnus du grand public. Certains observateurs prétendent même qu'ils le sont également des populations qu'ils prétendent syndiquer. Situation qui conduit l'un d'entre eux à diminuer ses effectifs permanents.

Pour la CFDT, la situation est ambivalente. D'une part sa proximité avec le gouvernement se traduit par une migration de certains de ses dirigeants vers des cabinets ministériels (Laurence Laigo), la Haute Administration (François Chérèque) ou le PS (Edouard Martin), ce qui en fait "**le syndicat officiel**". D'autre part, elle doit **rester un syndicat de masse** et la posture d'accompagnateur des restructurations passe d'autant plus mal que les dossiers sensibles sont traités directement par son état-major parisien avec le ministère concerné. Stratégie qui met souvent ses coordinateurs syndicats d'entreprise dans des positions pour le moins difficiles !...

L'UNSA, quant à elle, poursuit un très lent développement, mais son absence de représentativité nationale lui ferme les portes des grandes négociations.

Comme au niveau des entreprises.

Dans les entreprises, l'image est moins endommagée, même si la tendance à la dégradation reste la même. Ainsi, la participation aux élections sociales s'effrite inexorablement, malgré la mise en place des votes électroniques.

Les sections d'entreprises ont de plus en plus de mal à se renouveler avec des animateurs de qualité. **C'est aujourd'hui une réelle préoccupation des DRH** qui doivent pouvoir s'appuyer sur des interlocuteurs fiables.

En effet, la désaffection des salariés est due aussi à :

- **L'attitude de certains responsables syndicaux** qui utilisent leur(s) mandat(s) comme une protection supplémentaire. Des qualificatifs peu flatteurs sont attribués à ces derniers sans la moindre retenue. Les plus critiques étant les plus jeunes qui fustigent ce syndicalisme dévoyé.
- **Au corner dans lequel ils se sont laissés enfermer avec des sujets** sociétaux comme la mixité, la diversité, ou le stress au travail, sujets qui traitent davantage de l'évolution de la société que de la défense d'intérêts particuliers. C'est le comportement qui évolue, peu les conditions de travail. C'est aussi l'individu qui a gagné, pas forcément le salarié et encore moins le syndicat qui de fait se trouve dans l'accompagnement des politiques sociales.
- **Mais aussi aux difficultés à revendiquer collectivement dans une conjoncture incertaine.** La seule option pour améliorer sa situation étant l'action individuelle qui consiste à mettre en avant son engagement personnel dans son poste, ce qui est à l'opposé de l'action syndicale.



La conjoncture met à mal le syndicalisme de revendication et de contestation. Pour preuve, les organisations les plus contestatrices comme SUD, la FSU ou le Groupe des Dix marquent le pas. Les salariés ne souhaitent pas être engagés dans des combats dont ils n'ont pas une vision claire et dont les objectifs sont imprécis. Leur préoccupation principale, c'est maintenir leur situation ou à défaut qu'elle ne se dégrade pas trop...

Le syndicat devient un simple moyen, une simple utilité.

Utilité pour un individu ou un groupe social de voir porter ses revendications par une structure reconnue apte à négocier. Ainsi, les syndicats de l'enseignement voient surgir des vocations au rythme des mutations souhaitées !

Utilité pour les entreprises afin de disposer d'interlocuteurs pour parapher des accords, et maintenir si possible dialogue et paix social, même si de plus en plus souvent, c'est un moment de tension pour rappeler au personnel que les syndicats existent...

Utilité attendue également au niveau des branches professionnelles, même si ce niveau de négociation est trop peu privilégié.

Utilité enfin au niveau national pour disposer de partenaires pour négocier des accords et siéger dans les Grenelles, bien loin des préoccupations quotidiennes du salarié "*de base*", même si un jour il peut en bénéficier...

D'incarnation du progrès social, de "*laboratoire à idées*", ils se sont transformés en simple utilité institutionnelle qui siège et signe (ou non) dans des négociations pré-régulées. Une situation qui ne contribue qu'à les éloigner et à les déconsidérer aux yeux des salariés. Tant que la crainte de l'avenir maintiendra le monde du travail dans le faux calme actuel, il n'y aura pas de risque social. Si la situation se tend, les syndicats seront-ils capables de retrouver une utilité réelle d'encadrement du mécontentement, rien n'est moins sûr...

Pour toute information complémentaire, vos contacts :
Clémentine Berger (01.47.61.85.87) / Jean-Claude Ducatte (01.47.61.85.82)
Mail : berger@epsy.com / ducatte@epsy.com

¹ Les premières tentatives de rapprochements entre la CGT et FO ne sont pas nouvelles. Elles datent des années 90. La réunification est toujours un objectif des éléments trotskistes des deux centrales.

² L'expression est de Laurence Parisot, past-présidente du Medef sur BFM.